

## **Intervention de M. Jean-Marc Châtaigner, Ambassadeur de France auprès de la République malgache (14 Juillet 2010)**

Tompokolahy, tompokovavy, ry namana,

Ravo tanteraka aho mandray anareo eto amin'ny Résidence de France indray.  
Fanindroany izao.

Mino aho fa tsy ho farany. Ny manetsa be mbola ho avy. Miala tsiny mialoha raha sanatria misy zavatra mety anafmtohina antsika.

Je vous présente aussi mes plus sincères excuses pour avoir ainsi écorché par ma prononciation la langue natale de Jean-Joseph Rabearivelo et Jacques Rabemananjara.

A l'attention de mes amis français et de la communauté internationale, j'ai simplement dit à quel point j'étais heureux d'accueillir pour la seconde fois ce 14 juillet à la Résidence de France. Un vieux proverbe français dit d'ailleurs que deux ne peut jamais aller sans trois... J'ai aussi dit que je souhaitais me faire pardonner par avance les paroles maladroites ou blessantes que je serais, malgré moi, amené à prononcer. Car en ces temps difficiles pour Madagascar, pour la France et l'Europe, pour le monde, nous devons bien faire attention à ne pas aggraver les fractures existantes. Nous n'avons pas besoin de moralisateurs et de donneurs de leçons, mais d'hommes d'apaisement et de bonne volonté. Nous avons besoin de paix et de réconciliation. Nous n'avons pas besoin de violences, de haines, d'invectives ou de mensonges éhontés. Nous avons besoin de compréhension dans les esprits et les cœurs.

Raha ny iray tsy tia mafana, ny iray tsy tia mangatsiaka ; ataovy marimaritra iraisana Littéralement, si l'un n'aime pas le chaud et que l'autre n'aime pas le froid, faites-le tiède ou faites la part des choses ...

Permettez-moi de vous dire ce que je ressens face à la gravité de la crise malgache et l'absence de progrès dans la définition d'un chemin clair de sortie de crise.

Tous les efforts de négociation ont échoué à Maputo, à Addis Abeba, à Pretoria. Toutes les tentatives de médiation n'ont pu aider à surmonter la méfiance réciproque et les animosités personnelles. La plupart des bailleurs de fonds ont interrompu leur aide au développement et pour certains ont même suspendu leurs accords commerciaux. L'Union Africaine a édicté des sanctions. La situation n'a jamais été aussi dure pour des familles confrontées à la précarité et à la misère grandissante. Le chômage qui affecte les uns et les autres ne cesse d'augmenter, fragilisant chaque jour un peu plus un tissu social éprouvé. Je pense à tous ceux et toutes celles qui souffrent de la pauvreté et qui perdent l'espoir de voir un monde meilleur se réaliser

pour leurs enfants. Je pense au monde rural malgache qui constitue la majorité des forces vives du pays et qui continue à se voir écarté des processus de décision. Je pense à la classe moyenne malgache qui avait placé tant d'espérance dans le redressement du pays et qui le voit stagner. Je pense à ceux et celles qui sont partis à l'étranger pour étudier et travailler et dont le désir de mettre leurs compétences aux services de la modernisation de Madagascar ne peut encore s'accomplir.

Je vais être clair avec vous. Je n'entends pas conduire le procès de cet échec. Je crois que c'est un jeu dangereux et trop facile de vouloir désigner des bouc-émissaires, qu'ils soient d'ici ou qu'ils viennent d'ailleurs. Je veux d'ailleurs vous exprimer mon incompréhension vis-à-vis de certaines diffamations ou insultes publiques, notamment celles portées à l'égard des personnalités qui ont œuvré ou qui œuvrent pour la résolution de la crise malgache.

Ensemble, institutions et mouvances politiques et sociales malgaches, organisations internationales et régionales engagées aux côtés de Madagascar, Groupe International de Contact, nous n'avons pas pu, nous n'avons pas encore su trouver une solution satisfaisante pour sortir de cette crise. S'il y a échec, c'est peut être aussi parce que le bon diagnostic n'a pas été réalisé, que la crise malgache de 2009 n'est pas une crise conjoncturelle et qu'elle s'enracine beaucoup plus profondément dans une spirale historique de violence et de vengeance. N'aurait-on pas gagné à mettre plus clairement sur la table les origines du conflit et les intérêts en jeu ? N'aurait-on pas gagné à écouter ceux qui demandaient de panser les vieilles plaies ? Quand prendra fin ce cycle destructeur et nihiliste ? Est-ce que cette crise politique, pour regrettable qu'elle soit, ne devrait pas être l'occasion pour les Malgaches, appuyés par leurs partenaires internationaux, d'analyser et de prendre en compte les blocages structurels et culturels qui font obstacle au développement ?

Je voudrais ici rappeler les paroles prononcées en juillet 2007 par Jean-Marie Bockel, Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, dont j'ai eu l'honneur d'être le directeur de cabinet, paroles qui sont toujours d'actualité : « Là où règne l'arbitraire, là où la démocratie est bafouée, les Droits de l'Homme violés, les décisions de justice jamais ou rarement appliquées, là où se développe la corruption, la communauté internationale se doit de parler vrai. Ne renonçons jamais à des valeurs et à des exigences qui servent d'abord les peuples avant d'être au service des Etats. L'histoire le prouve : les lâchetés d'aujourd'hui peuvent être les conflits de demain. »

Je souhaite lancer un appel sincère et pressant à toutes celles et tous ceux qui ont le devoir, tous ceux qui ont la capacité ou simplement tous ceux qui ont la possibilité d'agir, ici et maintenant, pour que les choses prennent un tour différent et que le pire ne s'accomplisse pas. Il faut arrêter de tergiverser et agir pour la sortie de crise. Il n'est de l'intérêt de personne, ni à Madagascar, ni pour les pays amis de Madagascar, que cette crise perdure et s'aggrave.

Cet appel s'adresse tout d'abord aux dirigeants actuels de la transition. Votre responsabilité est grande pendant cette période intérimaire de mettre effectivement en place la gouvernance démocratique que vous aviez promise, en garantissant notamment :

- la transparence des finances publiques et la publication de tous les contrats miniers ou de services conclus avec des sociétés privées étrangères ;

- le refus de toute corruption et la préservation pour vos enfants des richesses exceptionnelles de Madagascar que sont le bois de rosé ou les espèces protégées. Les trafiquants et leurs complices doivent être traduits en justice et sanctionnés ;

- le respect des libertés publiques et en particulier de la liberté de la presse ;

- le respect des droits de l'opposition et l'instauration d'un dialogue effectif avec toutes les tendances politiques ;

- le respect des règles de droit lorsque des abus sont commis et le refus de toutes les procédures judiciaires d'exception.

Ce dernier point passe, je vais être précis, par la dissolution des milices paramilitaires et de la Force d'Intervention Spéciale (FIS). Cette dernière s'est en effet rendue coupable de graves manquements, je peux en témoigner, aux droits humains.

Je ne peux, en revanche, manquer de saluer la décision exemplaire et courageuse du Président de la HAT, Andry Rajoelina, de ne pas se présenter aux prochaines élections législatives et présidentielles. C'est un pas important dans la bonne direction qui respecte les principes démocratiques de l'Union Africaine et qui doit faciliter l'obtention d'un accord politique.

Ma demande s'adresse ensuite aux responsables de l'opposition, en particulier ceux qui se réclament des trois anciens Chefs d'Etat. Fermer la porte à tout dialogue en réclamant la mise en œuvre exclusive des accords de Maputo et d'Addis Abeba ne conduit-il pas à une impasse ? La non-application de ces accords ne s'explique-t-elle pas aussi par leur complexité, porte ouverte à toutes les interprétations ? Force est de constater que les propositions rédigées lors du sommet de Maputo ni s'éloignaient de l'approche consensuelle

et inclusive tant revendiquée par ailleurs. Mieux vaut sans doute de bonnes élections libres, équitables et transparentes, observées par la communauté internationale, qu'un mauvais accord de partage du pouvoir. A quoi sert-il également de caricaturer l'action de ses adversaires et de prétendre par exemple que le pays est au bord de la guerre civile, ce qu'il n'est heureusement pas, au risque de perdre à la fois toute crédibilité et toute légitimité ? Les partisans de la légalité, dont je respecte les convictions, ils le savent, se doivent d'agir dans la légalité. L'important n'est-il pas aujourd'hui avant tout d'œuvrer pour la paix et la stabilité démocratique à Madagascar ? Ne convient-il pas de donner une chance à la récente initiative de résolution de la crise malgache-malgache que se propose de poursuivre la société civile dans son ensemble ? Il ne faut négliger aucune voie démocratique.

Je souhaite maintenant vous dire un mot sur la position de la France, maintes fois déformée et dénigrée. Comme je l'ai déjà dit et répété à de nombreuses reprises, la position de mon pays sur la crise malgache est claire et transparente. Elle n'est guidée par aucun agenda caché ou aucune intention d'appuyer les positions de tel ou tel groupe. Notre action est solidaire de celle de la communauté internationale, de la COI, de la SADC, de l'Union africaine, de l'OIF, des Nations Unies et de l'Union européenne. De par notre histoire partagée, de par notre proximité géographique, de par nos liens humains, culturels et sociaux, nous avons une connaissance particulière de Madagascar. Nous nous efforçons de mettre celle-ci au service d'une solution de crise durable acceptable et acceptée par tous. Nous souhaitons l'établissement à Madagascar d'un ordre constitutionnel démocratique stable dans lequel tous les citoyens malgaches puissent trouver leur place, avec un développement économique durable et équitable bénéficiant à l'ensemble de la population.

Toute notre action diplomatique à Madagascar est engagée au service de ce seul objectif. Ce n'est pas toujours facile et je sais que certaines de nos initiatives, comme celle de relancer une dernière fois avec nos amis sud-africains et le médiateur Joachim Chissano, les négociations entre chefs de file en Afrique du Sud au mois de mai dernier, ont pu être mal interprétées. Nous avons tenté à Pretoria de trouver une solution, autour de quelques principes, comme celui du refus de l'impunité, à travers la mise en place d'une commission d'enquête internationale sur les événements du 7 février 2009, ou encore l'établissement d'un gouvernement neutre et consensuel pour la préparation des élections. Cette initiative n'a pas réussi, mais on ne peut pas nous reprocher tout et son contraire, de rester les bras croisés sans rien faire ou à l'opposé d'essayer de contribuer positivement à

l'émergence d'une solution consensuelle. Des enseignements sont sans doute à tirer de ce revers qui permettront aussi, je l'espère de tous mes vœux, l'émergence d'autres solutions.

En cette année du cinquantième anniversaire de l'indépendance, Madagascar et le peuple malgache ont plus que jamais besoin de démocratie, d'unité et de pardon mutuel, de justice et de réconciliation, d'espoir et de vision d'avenir. La poursuite de l'aide publique au développement de la France en faveur de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement vise à être aux côtés du peuple malgache dans ces moments difficiles, comme nous l'avons été dans d'autres temps plus faciles. Je voudrais ici saluer tout particulièrement l'action exemplaire que continuent à mettre en œuvre sur le terrain les coopérations décentralisées, les ONG, les assistants et coopérants techniques, les volontaires français. Dans des conditions complexes, les projets qu'ils engagent et mettent en œuvre permettent aux communautés et collectivités malgaches de s'organiser et de lutter pied à pied contre la progression de notre seul ennemi commun, la pauvreté endémique.

La tonalité générale de mes propos peut vous paraître pessimiste et teintée d'inquiétude. Ce n'est pas le cas, car je suis confiant dans les capacités de redressement existantes et dans les forces de changement et de réforme qui sont à l'œuvre dans votre pays. Partout où je me suis rendu à Madagascar, pour discuter avec des paysans des possibilités d'amélioration de la productivité rizicole, pour visiter à Antananarivo des actions économiques de solidarité dans le quartier des 67 hectares, pour découvrir les projets miniers exceptionnels de QMM et d'Ambatovy, j'ai rencontré des acteurs qui croient dans l'avenir et qui aspirent à travailler ensemble et à une refondation fraternelle. Le décollage économique et social de Madagascar demeure certes un défi à relever. Mais il n'est pas impossible pour peu que les règles du jeu s'appliquent à tous de la même manière et permettent l'éclosion des innombrables talents existants.

Comme l'an dernier, je m'aperçois que je vous ai beaucoup parlé de Madagascar et peu de la situation dans le monde et en France.

Le monde traverse une crise économique et financière inédite, parmi les pires depuis 1929. Nous savons tous où a conduit cette crise de 1929 : il faut prendre garde, ne pas se replier sur soi-même et lutter contre toute forme de xénophobie, ne pas revenir à des vieilles recettes qui ont prouvé leur inefficacité comme le protectionnisme ou des ingérences étatiques inadaptées. Il faut au contraire poursuivre des politiques actives de réforme, d'ouverture et de coopération internationale. L'action conduite par notre Président de la République, Nicolas

Sarkozy, et notre Ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, est à cet égard, je le crois, déterminante. Nous pouvons être fiers en particulier de l'engagement français en faveur de la réforme de la gouvernance économique mondiale et du sauvetage de la zone Euro, qui a été réalisé ces dernières semaines, avec notamment nos amis Allemands.

Je ne vais pas gloser sur la situation en France. Je crois que le Président de la République a fixé le cap que nous devons suivre. Permettez-moi cependant une pensée pour Alain Joyandet qui vient de présenter sa démission. Je la regrette. J'ai eu l'occasion de travailler étroitement avec lui à Paris lorsqu'il a été nommé Secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, puis ici lors de ses passages à Antananarivo. Alain Joyandet s'était profondément investi dans la résolution de la crise malgache. Je voudrais lui témoigner personnellement de ma solidarité et de ma sympathie.

Je suis convaincu que Bernard Kouchner défendra avec une passion identique à celle d'Alain Joyandet les dossiers de l'Afrique et de Madagascar, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Aide Publique au Développement. En ces temps de restriction budgétaire et de tentation de repli sur soi, c'est un combat noble et louable. Partout, plus que jamais, notre monde, tout comme la France, tout comme Madagascar, a besoin de solidarité pour tenir la promesse d'un avenir meilleur pour nos enfants.

En conclusion, je me réjouis de pouvoir évoquer avec vous la participation de l'armée malgache au défilé sur les Champs Elysées ce 14 juillet aux côtés de 12 autres armées africaines et de l'armée française. Il s'agit là d'un hommage rendu à des frères d'armes qui se sont battus contre la barbarie et pour notre liberté commune. Rien ne pourra jamais effacer ce que nous leur devons et nous devons nous en souvenir.